

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'environnement et
des espaces naturels

ARRETE PREFECTORAL

du 22 mai 1998 rapportant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mars 1998

Société DOW FRANCE à DRUSENHEIM

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 ;
- VU le Code minier ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières ;
- VU le décret n° 80-331 modifié portant règlement général des industries extractives ;
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 prescrivant à la société DOW FRANCE de régulariser l'exploitation illicite d'une carrière sur le territoire de la commune de DRUSENHEIM ;
- VU le recours gracieux en date du 20 avril 1998 de la société DOW FRANCE, reçu le 23 avril 1998, à la préfecture ;

CONSIDERANT les courriers de la société DOW FRANCE en date des 30 janvier et 16 février 1998 indiquant que les quantités extraites s'élèvent à 973 m³ ;

CONSIDERANT que l'opération réalisée ne correspond pas à l'activité désignée sous le n° 2510-1-a de la nomenclature des installations classées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

.../...

ARRETEArticle 1er :

L'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 prescrivant à la société DOW FRANCE, dont le siège social est 21, rue Saint Denis à 92106 BOULOGNE BILLANCOURT, de régulariser une exploitation illicite de carrière sur le territoire de DRUSENHEIM est rapporté.

Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- M. le sous-préfet de HAGUENAU,
- M. le maire de DRUSENHEIM,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur régional de l'environnement.

En outre, ampliation sera adressée à M. le directeur de la société DOW FRANCE.

STRASBOURG, le 22 MAI 1998

LE PREFET,
Pour le Préfet,
le secrétaire général,



Michel LAFON

Pour amplification
P. le Secrétaire Général
L'Attaché Chef de Bureau

Délais et voie de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux par le demandeur devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

E. le Seigle

M.E. LE SEIGLE

